

Lucien Poirier¹

LA STRATEGIE EN CRISE ?

Les éléments de la crise

Nous diagnostiquons une crise de la pensée quand nous prenons conscience d'un écart excessif entre, d'une part, la réalité de son objet et, d'autre part, l'information délivrée par celui-ci, son interprétation et son explication. Crise plus sensible encore quand il faut avouer notre incapacité à prévoir – ne serait-ce qu'en partie – l'évolution et l'état futur de cet objet de pensée. Un tel décalage est patent, aujourd'hui, entre l'état actuel d'un univers politico-stratégique dynamique et la précarité de la connaissance, entre la complexité de ses facteurs de transformation et la faiblesse des théories explicatives et prévisionnelles des experts. Or, c'est sur ce matériel d'informations imparfaites que les acteurs du système-monde doivent fonder leurs évaluations et décisions stratégiques et politiques depuis la fin de la guerre froide.

La pensée stratégique est donc en crise. Celle-ci reflète celle des sociétés contemporaines en mutation. Des puissances émergentes et des acteurs exotiques non étatiques bousculent les délicats équilibres régionaux établis et contrôlés, durant des siècles, par de grands protagonistes historiques à l'autorité désormais contestée : le jeu classique de la guerre leur semble interdit par une opinion publique qui, en Occident, répugne au recours, même justifié, de la violence armée.

Exaltés par les haines primitives, ethniques ou religieuses, les ressentiments accumulés au cours des siècles dans une Asie et une Afrique décolonisées explosent en conflits à mort dans des régions incontrôlables. Retombées quasiment en l'état de nature, ces sociétés renvoient tout projet d'ordre mondial à l'utopie, malgré la mobilisation de nombreuses et pléthoriques institutions internationales militant pour une gestion raisonnée des crises, pour le maintien voire l'imposition de la paix par la projection de forces armées dont les résultats s'avèrent souvent précaires. Les conditions et modalités d'engagement de ces forces contre des adversaires souvent

¹ Le Général Lucien Poirier est l'auteur, entre autres de *Stratégie nucléaire*, *Le Chantier stratégique*, *les Voies de la stratégie*, *Stratégie théorique I, II, III*, *La Crise des fondements*.

irréguliers posent, aux politiques de sécurité et de défense, aux planifications et programmations militaires, des problèmes inhabituels qu'il faut composer avec ceux, classiques, des politiques de défense des puissances historiquement consacrées.

Constamment dénoncés par les experts, les obstacles rencontrés dans la maîtrise des crises régionales ajoutés aux problématiques usuelles des politiques de défense et de sécurité, les divergences d'analyse et de projets paralysant ou égarant les acteurs du système-monde, les erreurs de jugement des décideurs dans des situations conflictuelles, les fautes de discernement des faiseurs d'opinion, etc., sont-ils toujours imputables au flou de l'information sur des situations de chaos, à la complication des réseaux de relations changeantes entre une prolifération d'acteurs souverains ou simplement perturbateurs ? Ne devons-nous pas faire la part des carences de nos instruments intellectuels usités : méthodes d'analyse et d'évaluation, démarches prospectives, définitions des fondements, logique de l'agir stratégique, régularités, invariants, incertitudes, procédures décisionnelles, concepts politiques et stratégiques, langage théorique, domaines de validité doctrinale, etc. ? Lesquels, dans notre boîte à outils, conserver ? Lesquels renouveler ou ajouter, et pour quelles raisons ?

Les pesanteurs du legs intellectuel de la longue période de guerre froide et de la première phase de l'âge nucléaire s'avèrent plus handicapantes qu'on le croit généralement pour la connaissance du monde actuel et pour l'imagination de ses figures d'avenir probables. Faute d'une critique méthodique de validité - critique épistémologique - de notre outillage intellectuel usuel, nous sommes trop souvent myopes devant l'événement ou le phénomène insolite, manifestant une bifurcation imprévue dans la dynamique politico-stratégique.

Les erreurs, voire la faillite du renseignement dans l'anticipation de conflits récents engageant des acteurs exotiques et des forces irrégulières, mettent en question ses plans, ses méthodes et procédés habituels de recherche et d'exploitation - sources, indices, moyens techniques et humains, etc. - conçus et mis en œuvre jusqu'alors dans le cadre des relations extérieures et des conflits entre Etats souverains et armées régulières.

Autre exemple de regrettable inertie de la pensée : la situation politico-stratégique compliquée, dans le continent européen, par le poids résiduel d'une Alliance atlantique et de son organisation militaire, l'OTAN, qui échappent à la critique, figées dans leur statut et finalités originels alors qu'a disparu le système international conflictuel et la guerre froide qui appelaient et justifiaient leur constitution. Les « vieux » Européens s'accoutument de cet état de choses, en le requalifiant conceptuellement : l'OTAN serait « complémentaire » de l'Europe, « deuxième pilier » de la défense commune. Les nouveaux Etats d'Europe centrale et orientale, bénéficiaires de l'élargissement, s'empressent de réclamer l'adhésion à une OTAN qui survit, périodiquement rajeunie et remotivée hors de son champ d'action originel sous la pression de son leader américain. Celui-ci consolide même et éternise sa présence active en Europe en déployant des éléments de son système de défense anti-missiles en Pologne et en Tchéquie. En bref,

impuissants voire hérétiques sont les politiques et stratégestes osant dénoncer les contradictions que la passivité des Européens, devant les incohérences de ces diverses postures politiques et dispositions stratégiques, introduit dans leurs projets proclamés de PESD.

Quelles que soient les mesures prises - embryons de forces interétatiques, armement collectif, par exemple - pour tenter d'organiser une défense européenne spécifique autonome, celle-ci n'est pas et ne peut être totalement émancipée des exigences et des contraintes d'une Alliance devenue permanente et pérenne - contre l'esprit de toute alliance qui ne saurait être que ad hoc, fondée sur des intérêts communs mais toujours circonstanciels, l'avenir des relations internationales demeurant imprévisible plus que jamais à l'échelle du monde.

Ainsi, même si la problématique de la défense de la communauté européenne se développe généralement dans l'apparente sérénité des instances responsables et de l'opinion, et s'il ne s'agit - en France - que de procéder périodiquement à une raisonnable adaptation de ses programmes et budgets d'équipement de moyens de défense (Livre blanc) accordés aux fluctuations des relations internationales, la libération de la pensée stratégique européenne de son pesant passé ne paraît pas nécessaire à beaucoup.

C'est bien là, semble-t-il, sous la torpeur intellectuelle, voire sous l'indifférence à ces problèmes, que s'installe la crise. Tôt ou tard, le malaise de la pensée stratégique engendré, dans la problématique encore trop incertaine et chargée d'équivoques de la PESD, par une organisation militaire - l'OTAN - héritée d'une situation de guerre froide révolue, devra cesser d'être tel. Il faudra procéder à une révision, douloureuse pour beaucoup, de l'idée même d'alliance, et soumettre à la critique le concept usuel et extensif tel que l'a concrétisé la pratique otanienne. Avec le risque d'obérer notre liberté d'action dans l'hypothèse inquiétante mais plausible des éventuels conflits futurs.

Nos interrogations sur les dérives de sens de la notion d'alliance illustrent l'un des aspects de l'actuelle crise de la pensée stratégique : le difficile mais nécessaire travail sur les instruments intellectuels de cette pensée et, singulièrement, la critique des concepts usités, leur rectification voire leur renouvellement, pour les adapter à la nouvelle réalité politico-stratégique, le langage rigoureux requis par sa connaissance fine et son explication.

Une aporie stratégique

Observons d'abord que nous pensons stratégiquement sous deux modalités, lesquelles reflètent les deux temporalités dans lesquelles se déploie le travail de l'intellect. La *pensée de l'agir*, celle du stratège actif, instance investie de responsabilités effectives, agit par ses computations, décisions et exécutions d'opérations collectives psychologiques et physiques, avec pour but la transformation d'un état de choses donné, selon un projet ; cela dans une situation plus ou moins conflictuelle résultant des antagonismes et convergences d'intérêts d'adversaires et de partenaires

coexistants. Alors que la pensée actuelle du stratège se projette dans l'avenir – pensée projective –, la *pensée sur l'action*, celle du stratégiste, est rétrospective : elle travaille sur le matériel historique, sur les traces – faits, événements, phénomènes échus –, laissés dans un passé plus ou moins lointain par l'agir des stratèges qu'elle tente de reconstituer et d'expliquer. Cela non pour satisfaire un incoercible besoin de connaître, mais de trouver dans un passé révolu des éléments de savoir utiles sur la nature de l'agir stratégique, sur la logique et la grammaire de ses opérations spécifiques, sur la relation entre fins et voies et moyens, sur les transformations de ses opérations intellectuelles et physiques dans l'espace et le temps de l'histoire universelle, sur les causes et implications des ruptures et des phases de relaxation dans cette généalogie de l'agir.

Il faut se garder de confondre la pensée du stratégiste, hors jeu, voué à l'analyse, à la critique *a posteriori* et à la théorie, et celle du stratège engagé dans l'agir actuel, constructeur d'avenir par ses décisions et leur exécution par des collectifs d'agissants. Or, cette pensée projective, qui se veut transformatrice de la réalité socio-politique, se heurte aux obstacles inhérents à tout travail de l'entendement, du jugement et de l'imagination créatrice appliqués à concevoir et réaliser un projet pensé dans le futur. C'est dire que la pensée de l'agir stratégique doit s'accommoder et, si possible, surmonter une aporie qui est véritablement fondatrice de la stratégie en actes ; celle-ci doit concevoir et décider, dans le présent, des opérations psychologiques et physiques développées dans un futur sur lequel le stratège actuel ne possède pas toute l'information anticipatrice requise par sa décision initiale. L'information de situation future sur tous les facteurs habituels de la décision est par nature imparfaite et incertaine à des degrés divers.

En bref, l'agir stratégique est toujours contingent. L'aporie réside dans la contradiction entre, d'une part, le besoin prégnant d'une information de qualité suffisante pour fonder la décision aussi rationnellement que possible et, d'autre part, le caractère toujours contingent d'un agir qui se conçoit, se décide et se développe sous l'empire des incertitudes ; cela au point que le stratège sera fréquemment contraint de décider et d'opérer en tranchant par un pari, avec les risques d'erreur inhérents à la masse des informations incertaines et aléatoires.

Stratèges et stratégistes n'ont cessé de chercher comment tourner l'aporie ou, à défaut, de penser stratégiquement en réduisant le domaine des incertitudes et leur poids relatif dans l'information préparatoire aux décisions. D'une part, les analystes et les théoriciens parcourant toute l'histoire de la stratégie et établissant la généalogie de ce type d'agir collectif se sont demandé si, sous les développements plurimillénaires des formes de conflits utilisant la violence armée, sous leurs innombrables variétés dans l'espace et le temps, un ensemble de régularités ne pouvait être identifié ; si les transformations de l'agir stratégique et les modalités de leurs processus et de leurs résultats, toujours contingentes et singulières, ne pouvaient s'ordonner autour d'*invariants*, caractéristiques de la pensée de l'agir stratégique et que la pensée sur l'action a relevés, par exemple dans la conceptualisation, la grammaire et la logique spécifiques de la pratique

stratégique. Ainsi, la littérature des théoriciens de la science et de l'art militaires a établi et commenté abondamment des principes de la guerre, dont les listes varient d'ailleurs d'une armée à l'autre, principes normatifs qui procèdent d'observations empiriques des siècles de guerre, qui surplombent leurs variétés et qui, s'ils ne stimulent guère l'imagination créatrice, fixent au moins au stratège actif quelques règles universelles de conduite intellectuelle raisonnable.

Logique et grammaire de la stratégie

L'aporie, que le stratège actif ne saurait effacer de sa pensée et dont il doit s'accommoder avec des expédients méthodologiques, tient à la nature même de la pensée de l'agir et des décisions qui, projetées dans l'avenir, sont entachées d'incertitudes. Cependant les crises de ce type de pensée procèdent moins de cette aporie foncière que, le plus souvent, des erreurs de l'entendement et des fautes du jugement des politiques et des stratèges méconnaissant les fondements, la grammaire et la logique spécifique du « penser stratégiquement ». Ainsi, les prestiges de la puissance militaire, ceux des sciences et techniques d'armement procurant théoriquement la supériorité opérationnelle, sont fréquemment à l'origine d'évaluations et de jugements politico-stratégiques erronés et imprudents. Les décideurs oublient trop souvent qu'il leur faut se garder d'identifier les capacités techniques et opérationnelles des systèmes des forces armées avec les finalités politico-stratégiques de leur Etat. La possession, par un Etat, d'une arme ou d'une force de supériorité militaire n'implique pas nécessairement qu'il exploitera cet avantage opérationnel en engageant ses forces au service d'un projet politique, en prenant l'initiative d'un conflit armé dans une posture agressive et offensive ; ou, encore, en exerçant un chantage, en menaçant d'agir pour désarmer psychologiquement les adversaires. En bref, le stratège doit se garder de transformer sans critique des possibilités tactico-techniques, opérationnelles, en probabilités politico-stratégiques.

C'est ce type d'assimilation abusive que nous observons actuellement dans les conduites d'agir des Etats s'opposant à l'accession de l'Iran aux voies menant à l'acquisition d'une capacité nucléaire militaire. Dire, comme les Américains, que le déploiement d'éléments de défense anti-missiles en Europe centrale a pour objet la protection de l'espace européen d'éventuels tirs de missiles iraniens, nucléaires ou non, c'est vraiment spéculer sur l'ignorance des opinions publiques et le savoir stratégique superficiel de trop nombreux décideurs et experts. Si l'Iran devait se doter d'une capacité nucléaire militaire, celle-ci représenterait-elle un risque – une menace crédible – pour les Européens, et singulièrement pour la France ? Quelle pourrait être la fin politique, le projet iranien impliquant l'Europe comme un enjeu de valeur telle qu'elle justifierait des opérations ou des menaces balistico-nucléaires affectant tel ou tel Etat européen ? Projet dénué de sens, irrationnel, dans la situation actuelle ou prévisible des relations Europe-Iran. Décision d'agression nucléaire d'autant plus irrationnelle, donc improbable, que son exécution appellerait automatiquement des représailles dévastatrices des puissances nucléaires occidentales sur l'Iran. Représailles qui, d'ailleurs,

s'exerceraient également si Téhéran prenait l'initiative d'une opération nucléaire offensive sur un de ses voisins. En bref, la probabilité d'une agression ou d'une menace nucléaire (chantage) décidée par l'Iran demeure d'autant plus faible que le risque d'une réaction aux effets prohibitifs serait trop considérable pour être acceptée en raison. C'est dire que la capacité nucléaire opérationnelle de l'Iran ne saurait se transformer rationnellement en forte probabilité de décision politique d'agression, mais que cette capacité devrait pouvoir se justifier comme pour d'autres Etats par une politique de défense du territoire iranien fondée sur la dissuasion nucléaire.

Cette argumentation se base sur la rationalité très probable des conduites d'agir des Etats ; à quoi la critique ne manque pas d'objecter – en particulier à propos de l'Iran – l'agressivité des propos politiques et stratégiques de dirigeants motivés par la haine. On pourrait donc craindre des conduites aventurées procédant de décisions irrationnelles dans lesquelles les évaluations usuelles des espérances politico-stratégiques, les comparaisons calculées entre les valeurs des enjeux de conflits et les risques acceptés pour les conquérir ou les défendre, ne respecteraient pas les critères d'intérêts et les argumentaires de raison appliqués en Occident. Pourtant, il faut bien admettre que ce que nous nommons rationalité des décisions et des conduites d'agir s'identifie historiquement à la notion fondatrice de tout projet politique : l'intérêt, collectif ou des groupes d'appartenance des individus. Intérêts aux multiples formes, objets de pensées et visées d'avenir les plus variées. Enjeux moraux et matériels dont la dévolution est motif de conflits et de guerres ; qui, intériorisés par les acteurs, opinions et décideurs, justifient le passage de l'imaginaire à la réalisation, de la puissance à l'acte. Toutes les guerres, même les plus passionnelles comme les guerres de religion ont été engagées et conduites par intérêt : pour que le monde connu soit catholique ou protestant, ou musulman pensent certains ; pour que les Habsbourg ne dominent pas l'Europe pensait Richelieu en s'alliant aux protestants, etc. Le rationnel peut faire bon ménage avec l'idéologie.

La critique des pensées et conduites d'agir des protagonistes du grand jeu politico-stratégique actuel n'est pas aisée, même s'il semble évident, parfois, que des décisions majeures s'accordent mal avec le cheminement logique de la pensée stratégique au sein des systèmes politico-militaires. Ceux-ci spéculent trop visiblement et immédiatement sur l'efficacité technique des moyens en occultant cette donnée capitale de leur organisation : la production, les transformations et les applications des diverses formes d'énergie et d'information au sein des systèmes de force et vers l'extérieur résultent du travail du « matériel humain », de ses opérations intellectuelles et physiques. Décisions et opérations qui procèdent de - et transitent par de multiples niveaux d'actants, agissants et agis, depuis le politique, en amont, jusqu'aux ultimes niveaux subordonnés tactico-techniques, en aval. L'ensemble constitue une structure modulaire de type « poupées russes » dans laquelle les éléments de niveau supérieur englobent les subordonnés, les décisions de ceux-là déclenchant les opérations de ceux-ci, dont les résultats rétroagissent sur le niveau englobant. La logique de la pensée politico-stratégique se manifeste donc dans ces boucles d'actions, réactions, rétroactions, qui, à chaque étage de la structure – pas seulement au niveau

politique comme le dit Clausewitz – régissent les opérations intellectuelles des agissants articulés en modules englobant-englobés ; opération qui, à chaque niveau, doit résoudre son problème local d'accord de ses voies et moyens propres avec le but qui lui a été fixé par l'instance supérieure, en respectant le critère efficacité-coût. Dans les années 60-70, de nouveaux outils, la théorie des systèmes et la cybernétiques par exemple, ont permis d'affiner la penser de l'agir en restituant sa logique spécifique et de modéliser une réalité politico-stratégique de plus en plus complexe – la logique stratégique s'imposant tout particulièrement dans la modélisation de la stratégie nucléaire développée dans l'imaginaire.

Les outils actuels permettent-ils de satisfaire les besoins en information-renseignement des diverses instances de décision et d'opérations stratégiques ? La tâche des services de renseignement s'avère plus difficile que naguère étant donné la masse des informations de plus en plus profuse et brouillée par leur nombre même émanant des domaines de l'activité humaine de plus en plus nombreux, impliqués non seulement dans la stratégie militaire, mais dans une stratégie intégrale au sein de laquelle les stratégies économique et culturelle (religions, idéologies) surdéterminent la conduite collective d'agir des Etats. Une singularité de notre époque réside dans l'émergence et le développement d'acteurs politiques exotiques, non étatiques : ethnies rebelles aux pouvoirs centraux, groupes révolutionnaires plus ou moins radicalisés, églises et partis religieux messianiques, entreprises transnationales, organisations non gouvernementales, etc. Lorsque certaines de ces entités sociopolitiques recourent à la violence armée, elles opèrent par le moyen du terrorisme ou de forces irrégulières pratiquant diverses formes de guérillas, urbaines ou non. La contingence est, ici, irréductible. Formation et modes opérationnels souvent épisodiques ou ponctuels qui n'offrent pas – sauf exception – aux services de renseignement le minimum de régularités-repères requis pour l'intelligibilité de modes d'agir hors normes et pour les projections d'avenir plausibles.

Ajoutons que la position des services d'information-renseignement est particulièrement ingrate : les autorités politiques et militaires aux affaires se montrent trop souvent peu réceptives aux renseignements qui leur sont transmis « pour agir ». L'historique des Deuxièmes Bureaux des états-majors témoigne abondamment des « refus d'écoute » de chefs aveuglés par des idées préconçues, et des désastreuses conséquences de ce mépris. Dysfonctionnements fréquents auxquels peuvent s'ajouter les tentatives d'instrumentalisation des services de renseignements par leurs instances de décision comme on l'a vu aux Etats-Unis avant l'ouverture de la deuxième guerre d'Irak.

Temporalités

Penser stratégiquement, c'est nous l'avons vu, concevoir l'agir collectif, s'informer et décider des opérations intellectuelles et physiques en les projetant dans un avenir dont l'horizon est plus ou moins lointain selon la nature et les dimensions du projet politique dont les fins déterminent les

voies et moyens de la stratégie. Opérations finalisées, développées dans l'espace et le temps dont le résultat objectif et constaté, s'écartant plus ou moins du but fixé par le politique – la décision initiale – rétroagit sur celui-ci qui doit donc concevoir et décider une autre fin ou d'autres voies et moyens de son agir stratégique. Pilotage par correction d'écart...

C'est dire que l'agir politico-stratégique se pense et se développe pratiquement dans des temporalités différentes pour le politique installé dans l'ordre des fins, et le stratège qui pense dans l'ordre des voies et moyens. Si tous deux travaillent sur des hypothèses d'avenir, celles-ci sont posées par chacun avec des contraintes de temps et des échéances différentes – ce qui introduit également des différences dans leurs incertitudes respectives. Par exemple, en France, la stratégie militaire a établi des modèles d'armées à partir de planifications stratégiques projetées à un horizon de 15 à 20 ans. Celles-ci se traduisaient par des programmes d'armement – quinquennaux la plupart du temps – que l'on tentait de réaliser en fonction des lois de finances annuelles. Or, depuis quarante années que ce processus est appliqué, aucune loi de programmation militaire n'a été respectée, les modèles d'armée n'ayant jamais été quantitativement réalisés aux échéances prévues. La temporalité propre à ce volet de la stratégie militaire n'était pas compatible avec le rythme de la politique nationale.

Autre cas français de déphasage politique-stratégie : les planifications et programmations nucléaires. Depuis la fin de la guerre froide, notre stratégie de dissuasion nucléaire n'a logiquement plus d'objet puisque « l'ennemi désigné » n'existe plus. D'où la tentation, pour le politique et l'opinion, soumis aux pressions du temps immédiat, d'alléger, voire de supprimer, les programmes en cours. Mais le stratège, se considérant comme un maillon d'une séculaire chaîne de responsabilités historiques, est contraint de s'interroger sur la validité des décisions actuelles, sur le risque non nul qu'elles obèrent des capacités d'agir qui pourraient se révéler nécessaires dans des situations futures aujourd'hui inimaginables, mais non improbables à horizon lointain. Il est constant que le politique et le militaire ne sont pas mentalement installés dans la même temporalité et que bien des crises de la stratégie sont imputables à ce déphasage foncier de leurs pensées de l'agir.

Leurs problèmes communs, inhérents à la nature de la pensée stratégique, demeurent donc d'établir et de maintenir la liaison entre les exigences et contraintes du court terme tangible et pressant, et celles attachées aux hypothèses prospectives sur un avenir à long terme, moins immédiatement contraignant, de plus en plus incertain étant donné la multiplication des acteurs politiques de statuts les plus divers et de leurs réseaux compliqués d'influence réciproques. Quelle temporalité adopter aujourd'hui pour tenter d'anticiper l'avenir ? Lorsque, dans les années 60, est intervenue la rupture provoquée dans la pensée politico-stratégique par le fait nucléaire, cette mutation était assez claire et intelligible pour inviter à mettre à plat notre savoir classique sur l'agir collectif avec la violence armée et à nous fixer un horizon d'avenir de 20-25 ans pour concevoir un modèle d'avenir plausible en cherchant de nouveaux invariants.

Les facilités de la table rase ne nous sont plus offertes, aujourd'hui, étant donné l'état du monde actuel de plus en plus hétérogène et dont les dynamiques régionales et globale s'avèrent chaotiques. Comment penser l'agir politico-stratégique, avec quels instruments intellectuels, et pour réaliser quel projet en accordant quel rôle, au moyen de la violence armée, si celle-ci ne semble pas devoir être éliminée ni même maîtrisée ? Les acteurs engagés dans les transformations sociopolitiques qui se multiplient dans le monde pensent et opèrent dans des temporalités différentes selon leurs héritages et leurs projets culturels, économiques, techniques qui déterminent leurs mentalités désaccordées et leurs conduites d'agir déphasées. L'histoire universelle se constitue d'histoires régionales éclatées en conflits plus ou moins radicaux, de modes indéfinis apparemment sans solution, car le jeu des forces irrégulières tend à les perpétuer. Ainsi notre pensée de l'agir stratégique appauvrie se réduit-elle aux énoncés de problèmes conflictuels locaux, compliqués par les ingérences d'acteurs extérieurs, les armées régulières étant engagées dans des opérations de circonstance. Dans ce climat de crise à la fois intellectuelle et physique de la stratégie, le soldat projeté sur les théâtres d'opérations, écrit toujours l'histoire mais s'épuise dans des opérations mineures. Il doit constamment s'adapter à des situations locales fluides, imprévisibles, dans lesquelles les principaux obstacles à son action demeurent les carences du renseignement et les temporalités différentes de celles d'adversaires irréguliers misant sur la durée.

L'altérité : le Même et l'Autre

Une autre grande difficulté que doit surmonter le stratège réside dans la nature des relations entre les acteurs politico-stratégiques, dans la perception et la représentation que chacun se fait des Autres, dans les interprétations de leurs conduites d'agir et de leur influence, et dans les conclusions plus ou moins entachées de subjectivité qu'il en tirera pour décider sa propre conduite. Pour le Même, l'Autre est l'objet stratégique par excellence : son existence fonde même la politique et, consécutivement, la stratégie. A l'instar de Carl Schmitt, on a souvent posé que la relation ami-ennemi fondait la politique, en était le critère. Assertion trop radicale, car entre le Même et l'Autre, acteurs coexistants des transformations du monde, le réseau de leurs relations, dans tous leurs domaines d'activité, est beaucoup plus complexe et soumis à des variations de nature et d'intensité. Chacun élabore son projet politique qui croise celui de l'Autre. Et la rencontre de ces deux projets met en évidence les intérêts de toute nature et de valeurs diverses que le Même entend promouvoir et défendre, par sa stratégie, devant le projet de l'Autre agissant, lui aussi, pour défendre et promouvoir ses propres intérêts. Ainsi la rencontre des deux projets se manifeste, soit par l'accord, soit par l'opposition de certains intérêts du Même et de l'Autre. Les relations entre les deux partis traduisent donc, en une phase de leur coexistence, la conscience que chacun a des intérêts de chacun, de leurs valeurs respectives et du climat psychologique résultant des tensions que suscite leur rencontre dans l'esprit des politiques, des stratèges et des opinions : tensions négatives engendrées par les oppositions d'intérêts ;

tensions positives suscitées par les communautés d'intérêts. En général, les deux catégories d'intérêts et de tensions interviennent simultanément, mais chacune à des degrés divers selon l'état du contexte mondial, dans les relations foncièrement ambivalentes des acteurs du grand jeu politico-stratégique : les politiques sont celles d'adversaires/partenaires. Selon que, dans la résultante des tensions, en telle ou telle de leurs phases d'évolution, les négatives l'emportent sur les positives, l'hostilité se manifesterà, plus ou moins agressive, chez le Même ou chez l'Autre, ou les deux. Degré d'hostilité tel que, au statut d'adversaires/partenaires du Même et de l'Autre se substitue celui d'ennemi. La théorie suggère donc que le spectre de leurs relations s'étend de l'identification du Même et de l'Autre (tensions négatives nulles) à la lutte à mort entre eux (tensions positives nulles), et, selon les variations de leurs situations conflictuelles, ce spectre comporte un seuil, celui du passage de l'état de paix à l'état de guerre, recours à la violence armée active.

Ainsi peut-on opposer au manichéisme de Carl Schmitt une définition et une interprétation de la politique fondées sur une polarité plus complexe et, surtout, qui tienne compte de son évolution : le critère du politique, c'est le système dynamique des relations Même/Autre, dont le statut le plus général est celui de partenaires/adversaires.

Depuis la fin de la guerre froide, il semble que nous ayons changé notre approche de l'Autre qui déterminait auparavant la dynamique du système bipolaire est-ouest. Nous sommes passés d'un radicalisme à un autre. Soudainement, l'Union soviétique s'est effondrée. L'ennemi désigné – un Autre avec lequel les tensions positives étaient quasiment inexistantes – s'est évanoui. Vivant dans des temporalités déphasées, le politique pressé par l'opinion a souhaité percevoir les dividendes de la paix et alléger les exigences des programmes d'armement. Les organisations non gouvernementales ont proliféré, et des utopies. Les actes de violence armée sont devenus endémiques auxquels se sont ajoutés les conflits armés régionaux, ethniques et autres, dans lesquels les volontés de médiation, soutenue par une diplomatie d'ingérences et des mesures de rétablissement de l'ordre par des puissances auto-mandatées.

Dans cette situation chaotique, la question nous est posée de déterminer sur quels types de relations internationales se construira le XXI^e siècle, sachant que - affirmait de Gaulle - la politique de chacun ne saurait se fonder sur des amitiés avec les Autres mais sur des intérêts. Certes, certains de ces derniers sont communs aux acteurs se voulant rationnels – progrès social, développement scientifico-technique, respect de l'environnement, commerce équitable, tolérance religieuse, défense et sécurité, etc. Toutefois le Même n'est jamais l'Autre. Des intérêts divergents se mêlent aux convergents : l'ouverture de la seconde guerre d'Irak a montré que la France et l'Allemagne, quoique alliées des Etats-Unis, refusaient de suivre ces derniers dans une guerre jugée trop aventurée. Différent fort mal apprécié alors par l'opinion américaine et des politiques apparemment mal informés, voire mal formés politico-stratégiquement puisque incapables de comprendre que, entre les acteurs occidentaux, les relations du Même et de l'Autre sont

ambivalentes et devraient s'accommoder de la conjugaison de tensions négatives et positives dans les jugements portés sur leurs conduites d'agir respectives.

Souvent, les crises du système international sont aggravées, voire engendrées, par des évaluations erronées des rapports entre Même et Autre, de la valeur réelle et non affichée qu'ils attribuent à leurs intérêts actuels et projetés dans un futur incertain. Les cultures politico-stratégiques, les fondements de la pensée stratégique, sont trop souvent méconnus, et les conduites d'agir du Même se déterminent sur des perceptions et des interprétations de l'Autre héritées de l'histoire et sur des stéréotypes qui occultent ou déforment la réalité. Certes, certains acteurs du système-monde se veulent clairs et récusent toute ambivalence de leurs relations avec les Autres : acteur exotique et perturbateur sans précédent, Al Qaïda s'est déclaré l'ennemi des Etats occidentaux en renouvelant les voies et moyens de la guerre religieuse. La problématique des relations entre Même et Autre, à l'instar des sciences politico-stratégiques, se fondait essentiellement depuis l'antiquité méditerranéenne, sur l'histoire du continent européen et de ses projections africaines et américaines. A l'entrée dans le XXI^e siècle, accompagnant le phénomène capital de la mondialisation, un nouveau monde émerge dans le continent asiatique. Des acteurs politico-stratégiques, de plus en plus présents par leur poids démographique et leurs transformations socio-culturelles accélérées, se sont déclarés. Ils s'affirment dans des projets et des conduites d'agir qui les posent, désormais, comme NOS Autres, encore mal connus mais qui pourraient déterminer notre avenir. Ils conféreront, à notre pensée de l'avenir et à notre pensée sur l'action stratégique, d'autres dimensions et, surtout, ils y introduiront de nouvelles incertitudes.

Une hypothèse d'avenir...

A plusieurs reprises, nous avons évoqué les problèmes stratégico-politiques qui font l'actualité : l'OTAN, la position nucléaire de l'Iran, la mise en place par les Américains d'une défense anti-missiles... Si on tient pour axiome la rivalité des Etats et l'inéluctabilité des conflits entre les puissances, on peut, à partir de ces éléments, formuler une hypothèse.

Pour planter le décor, on peut d'abord s'interroger sur l'état d'esprit actuel des Russes ? Certes, ils ont perdu la guerre froide et doivent en payer la facture ; mais celle qu'on leur présente leur paraît un peu lourde et explique leurs protestations. Que voient-ils en effet ? Une OTAN qui s'étend partout, sans rapport avec sa mission initiale ni avec aucune autre mission. Elle est devenue gestionnaire de situations, post-guerre froide en Europe orientale, de crises comme en Afghanistan. Elle sert, en réalité, de paravent aux implantations militaires américaines en Europe orientale et en Asie centrale. Comment les Russes ne se préoccuperaient-ils pas de cette avancée « occidentale » contre ce qu'il reste de la Russie ? Une telle attitude pourrait laisser accroire que les Américains tiennent les Russes pour des adversaires potentiels ; réalité qui n'est pas perçue dans ces termes par l'opinion

occidentale qui trouve manifestement injustifiée l'attitude protestataire de la Russie. Il semblerait qu'on n'ait pas mesuré à sa valeur cette différence d'interprétation par les Russes des séquelles de la victoire américaine dans la guerre froide et des conséquences qu'ils estiment qu'on aurait dû en tirer concernant la vocation de l'OTAN.

Pour formuler notre hypothèse, il faut partir d'éléments tangibles : la volonté américaine d'installer en Europe orientale des positions de défense anti-missile et l'inquiétude qu'en expriment les Russes. Le prétexte officiel de cette implantation de protéger l'Europe de futurs missiles nucléaires iraniens peut leur paraître un argument fallacieux. En effet, les experts russes seraient justifiés de se demander pourquoi les Américains, peu suspects en général d'illogisme stratégique, se mettraient sans raison en situation de porte-à-faux, puis de s'inquiéter de savoir si, en toute logique stratégique, ces implantations de défense anti-missile ne seraient pas, finalement, dirigées contre eux et non contre l'Iran. Hypothèse qui signifierait la méfiance, voire l'hostilité, des Etats-Unis à l'égard de la Russie et qui éclairerait alors la perpétuation de l'OTAN dans sa vocation en Europe.

A ce stade de l'hypothèse, on peut s'interroger : quel intérêt auraient les Américains à relancer ce qui peut apparaître comme une nouvelle course aux armements ? Une explication plausible serait l'intérêt capital pour eux de maintenir un pied en Europe et, de ce fait, de conserver le contrôle de ce continent. Ce qui éclairerait la stratégie de l'OTAN. Ayant rempli sa mission, celle-ci aurait dû être dissoute et remplacée par un système d'alliances ad hoc, en fonction des circonstances. Au contraire, on a figé le système existant en lui attribuant une mission de démocratisation ou de défense de l'Europe de l'Est que personne ne menaçait plus. Mais si les Etats-Unis parvenaient à prouver que la Russie – par son comportement – pouvait redevenir un « bon » adversaire, alors l'OTAN retrouverait « sa » mission, celle d'assurer la sécurité européenne ; à travers cette alliance renouvelée, ils seraient alors assurés de garder le contrôle de l'Europe.

Le déploiement d'un système anti-missiles serait, pour les Américains, un moyen de conserver le contrôle de la défense et de la sécurité européennes. Les Américains craignent que l'Europe leur échappe. Pour faire obstacle à cette autonomie, il faudrait maintenir les Européens dans le système otanien. Cet empêchement est un élément important – peut-être décisif – de la crise de la pensée stratégique européenne et française. Pour sauver les apparences, on a encouragé les Européens à constituer des « *task forces* », qui sont d'ailleurs employés dans le cadre de l'OTAN et lui sont très utiles dans ses opérations hors zone. Il est surprenant de voir que certains Européens continuent d'entretenir des illusions sur leur autonomie de défense alors que ce sujet est fermé. En réalité, nous sommes otages de la stratégie américaine, sans espoir raisonnable de voir ce piège se défaire.

En effet, il est probable que la pensée stratégique américaine se projette plus loin et plus globalement. Leur attitude à l'égard de la Russie comme à l'égard de l'Iran ne serait qu'un prétexte ; le vrai problème, à terme, leur est posé par l'expansion de la Chine. S'ils se montrent ainsi « inamicaux » avec les Iraniens et avec les Russes, s'ils bloquent l'Europe, c'est qu'ils ne

veulent pas abandonner les positions de force qui étaient les leurs à la fin de la guerre froide ; ils veulent au contraire les renforcer car ils imaginent sans doute qu'un conflit – inéluctable ? – contre la Chine prendrait une ampleur planétaire et qu'ils auraient alors besoin de rassembler leur « camp », et au-delà, pour avoir des chances de l'emporter.

Dans ces conditions, pour les Américains, les Européens ne devraient pas jouer leur partition dans leur coin : ils sont dans l'OTAN et y resteront. Ce qui signifie que la défense européenne sera longtemps encore une illusion. Mais il faut reconnaître que la plupart des Européens s'accommodent bien volontiers d'une telle sujétion. Les efforts budgétaires qu'ils n'ont ainsi pas à consacrer à la défense peuvent être transférés dans d'autres secteurs clés de la mondialisation, sièges d'enjeux également vitaux. Ce qui revient à déplacer le problème des relations de puissance sur un autre terrain, à condition toutefois que la Chine se prête au jeu. Mais il s'agit d'une autre hypothèse...

Cet article fait suite à une série d'entretiens que le Général Lucien Poirier a bien voulu accorder, pendant l'été 2007, au directeur de la revue AGIR.